

**Avenant n° 6 à la CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
DES COMMERCES DE DETAIL NON ALIMENTAIRES (IDCC n° 1517)
portant revalorisation de la rémunération minimale**

Étendu par arrêté du 12 juin 2017 publié au Journal Officiel du 22 juin 2017.

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale des Commerces de Détail Non-Alimentaires IDCC 1517, les parties signataires conviennent de fixer la grille des salaires minima mensuels pour 151 h 67 à compter du premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française, comme suit :

Classification en vigueur (Chapitre XII)	 Salaire minima mensuels pour 151 h 67
NIVEAU 1	1 481 €
NIVEAU 2	1 505 €
NIVEAU 3	1 529 €
NIVEAU 4	1 549 €
NIVEAU 5	1 639 €
NIVEAU 6	1 798 €
NIVEAU 7	2 343 €
NIVEAU 8	3 083 €
NIVEAU 9	3 477 €

Les parties signataires rappellent que le niveau 1 est principalement un niveau de « débutant » qui ne peut être appliqué au-delà d'une durée de 6 mois de présence dans l'entreprise, sauf pour les employés de nettoyage.

Elles rappellent d'autre part aux entreprises de la branche qu'elles doivent remédier aux inégalités constatées entre les hommes et les femmes en matière d'écarts de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

Elles rappellent également le principe de l'égalité des femmes et des hommes tant en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

L'employeur doit assurer pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute discrimination.

Conformément aux dispositions de l'article 2231-5 et suivants du Code du Travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du Ministre chargé du Travail et au Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 26 janvier 2017

Signataires CFTC - CFE/CGC